

NOUVELLES DU MONDE (4-10-2020)

Pauvreté

Plus de quatre milliards de personnes dans le monde, soit plus de la moitié de la population mondiale, ne bénéficient d'aucune protection sociale, de cet ensemble d'interventions visant à protéger les citoyens des risques qui peuvent survenir au cours de leur vie (soins de santé en cas de maladie, prestations d'invalidité, services tels que la garde d'enfants, revenu minimum et prestations familiales). Il s'agit d'un droit humain et d'un élément essentiel dans la lutte contre les inégalités sociales.

Ce chiffre alarmant, surtout en période de pandémie, vient de l'Organisation internationale du travail (OIT). Selon l'agence des Nations unies, seulement 45 % de la population mondiale est couverte par des prestations sociales minimales et un peu plus de 29 % peut compter sur une couverture sociale complète. Au niveau mondial, 68 % seulement des personnes en âge de prendre leur retraite perçoivent une pension, quelle qu'elle soit, et ce chiffre tombe à 20 % seulement dans de nombreux pays à faible revenu. Moins de 60 % des pays déclarent avoir des plans ou offrir des prestations de sécurité pour les enfants.

Selon une étude de l'OIT¹, les pays en développement devraient investir cette année environ 1 2000 milliards d'euros, soit en moyenne 3,8 % de leur PIB, pour assurer au moins la sécurité du revenu minimum et l'accès aux services de santé essentiels.

Depuis le début de la pandémie de Covid-19, le déficit de financement de la protection sociale a augmenté de près de 30 % en raison du besoin croissant de services de santé et de sécurité pour les personnes qui ont perdu leur emploi pendant le confinement et la réduction du PIB provoquée par la crise. Mais ces lacunes existent depuis longtemps. En fait, même avant la crise de Covid-19, la communauté internationale n'avait pas respecté les engagements politiques et juridiques en matière de protection sociale pris lors de la crise financière de 2008. L'écart entre ces déficiences d'un pays à l'autre est très important, et la situation est considérée comme particulièrement grave en Asie centrale et occidentale, en Afrique du Nord et en Afrique subsaharienne.

Par conséquent, selon l'OIT, une action urgente serait nécessaire. *"Les pays à faible revenu doivent investir quelque 80 milliards de dollars, soit près de 16 % de leur PIB, pour garantir au moins la sécurité du revenu minimum et l'accès aux services de santé essentiels pour tous"*, a déclaré Shahrashoub Razavi, directeur du département de la protection sociale de l'OIT.

¹ "Financing gaps in social protection: Global estimate and strategies for developing countries in light of the Covid-19 crisis and beyond".

Alors que de nombreux pays à revenu élevé² et moyen ont mis en place une couverture maladie universelle, dans d'autres pays les gens n'ont accès qu'à certains services de soins. Les principaux déficits sont dus à l'insuffisance des ressources allouées à la protection de la santé, au manque de personnel et aux coûts élevés pour les patients.

Il en résulte un risque accru d'appauvrissement et de difficultés financières touchant toutes les régions du monde.

Pour l'OIT, il faudrait faire beaucoup plus pour établir une couverture médicale universelle, tant en droit qu'en pratique, notamment en réaffectant les budgets et en augmentant le nombre de travailleurs de la santé. En outre, ajoute l'OIT, il reste d'importantes lacunes dans la mise en œuvre de la sécurité du revenu de base, qui - pour l'OIT - devraient être comblées par un dialogue inclusif et productif avec les organisations d'employeurs et de travailleurs et d'autres parties prenantes. À cet effet, *"les ressources financières au niveau national sont loin d'être suffisantes. Un financement externe basé sur la solidarité internationale serait nécessaire pour combler le déficit financier annuel"*. Ainsi, pour l'OIT, rien de moins que ... une mobilisation internationale globale serait nécessaire pour compléter les efforts nationaux des bourgeoisies !

L'apparente "naïveté" de l'OIT ne connaît pas de limites... Suggérer qu'une bonne entente entre employeurs, les syndicats et les États pourrait assurer un "revenu de base" à toute la population, et espérer que les pays "riches" (c'est-à-dire l'impérialisme mondial) se mobilisent pour répondre aux besoins des masses défavorisées du monde, c'est comme demander que se répète le miracle de voir la manne tomber du ciel. Comme le dit un dicton créole : « Pour que le lait tombe du ciel, les vaches devront voler ».

Il n'y a rien à attendre de cette société !

L'Afrique saignée à blanc par l'impérialisme

« La fuite illicite de capitaux dépasse 75 milliards d'euros par an en Afrique » est le titre d'une note de Le Monde du 28-9-2020, tout en précisant : *« Corruption, contrebande, évasion fiscale, sous-facturations : le montant des pertes équivaut à la somme de l'aide publique au développement et des investissements directs étrangers (...). L'hémorragie de capitaux d'origine illicite dont l'Afrique est le théâtre (...) serait d'au moins 76 milliards d'euros (88,6 milliards de dollars) par an selon la dernière évaluation retenue dans le rapport 2020 sur le développement économique de l'Afrique, publié lundi 28 septembre par la Conférence des Nations unies sur le développement (Cnuced). Une somme qui avoisine le cumul annuel de l'aide publique au développement et des investissements directs étrangers reçus par le continent entre 2013 et 2015 »*.

² Mais pas tous, voir les États-Unis d'Amérique.

En d'autres mots, c'est bien le continent africain que finance entièrement les investissements des entreprises multinationales ainsi que les « aides publiques » que les pays impérialistes « apportent » au continent et qui répondent aux besoins de l'exploitation impérialiste elle-même. La *cause principale* de cette saignée est l'escroquerie systématique perpétrée par les entreprises multinationales :

« Ces sorties de capitaux empruntent différents canaux. La corruption, la contrebande, l'évasion fiscale en font partie, mais c'est de loin la manipulation des facturations dans le secteur des industries extractives qui alimente le plus généreusement cette délinquance. (...) L'opération consiste pour les entreprises – souvent des multinationales – qui s'y adonnent à sous-facturer le montant des exportations afin de percevoir le bénéfice de la transaction sur un autre compte ouvert dans un pays tiers. La surfacturation des importations permet, de son côté, de faire sortir des revenus acquis de manière occulte ».

Or, l'estimation de la saignée de l'Afrique par les multinationales ne concerne que la partie émergée de l'iceberg, car l'activité des entreprises pétrolières échappent entièrement aux États africains.

« D'ailleurs, seuls 43 pays sur le continent publient régulièrement des données auprès de la base du commerce international des Nations unies. Junior Davis, directeur du bureau Afrique de la Cnuced et coordonnateur du rapport, regrette que “cette méthode permette mal d'appréhender les flux illicites liés à l'exploitation pétrolière. Les exportations de brut qui passent par les pipelines ne sont pas enregistrées auprès des autorités douanières et une fois raffiné, le pétrole perd toute trace de ses origines, ce qui rend très difficile son traçage dans les statistiques internationales. Notre estimation est en conséquence certainement assez inférieure à ce qu'elle aurait été si les chiffres manquants du pétrole et du gaz avaient pu être intégrés à cette analyse”, pointe-t-il ».

Et cette situation ne cesse d'empirer, privant ainsi les pays africains des ressources nécessaires à leur propre développement :

« Ces flux, qui privent les Trésors publics de ressources nécessaires au financement du développement – poursuit l'article - , sont considérables et ne cessent de croître , déplorent les auteurs du rapport, en précisant qu'ils représentent aussi la moitié des 200 milliards de dollars par an jugés nécessaires pour que l'Afrique soit en mesure d'atteindre les Objectifs du développement durable d'ici à 2030 ».

« Le rapport de la Cnuced se veut l'occasion de rappeler que la présence de cette économie souterraine dans un État va souvent de pair avec une faiblesse des ressources consacrées aux services de base. (...) De plus, dans ces pays, les méthodes d'exploitation des ressources minières sont aussi parmi les plus sales pour l'environnement ».

L'article conclut en affirmant que *« Face à cette criminalité organisée, les initiatives pour contrôler ces mouvements de capitaux ont jusqu'à présent connu peu de retombées ».*

Les interventions politiques et militaires des pays impérialistes en Afrique n'ont pas d'autre but que de maintenir cette situation d'exploitation criminelle.

Pour que les peuples africains prennent en main leur propre destin ils devront mener une lutte révolutionnaire sans merci contre tous les impérialismes. C'est la tâche des révolutionnaires et du prolétariat des métropoles de dénoncer et combattre avec acharnement contre toutes les interventions impérialistes dans le continent africain.

Bloody Sunday

Le 30 janvier 1972, fut écrite l'une des pages les plus dramatiques de l'Irlande : dans la ville de Derry, l'armée britannique a ouvert le feu sur une foule de manifestants pour les droits civils, tuant 14 personnes. - La plupart d'entre vous connaissent peut-être la célèbre chanson de U2 "Sunday Bloody Sunday", mais tout le monde ne connaît probablement pas l'histoire racontée dans ses couplets. En fait, la chanson de Bono est dédiée aux événements qui se sont déroulés le 30 janvier 1972 à Derry, en Irlande du Nord, lorsqu'une des pages les plus dramatiques de l'histoire irlandaise et européenne récente a été écrite.

Ce jour-là, le 1er bataillon du régiment de parachutistes de l'armée britannique a ouvert le feu sur une foule de manifestants pour les droits civiques, tuant 14 personnes : 26 personnes ont été blessées, 13 sont mortes sur le coup et une autre est morte à l'hôpital quelques mois plus tard des suites de ses blessures. Ce jour tragique a depuis été rebaptisé "Bloody Sunday".

Le massacre d'innocents (dont beaucoup ont été frappés par derrière) a eu pour effet d'exacerber et d'intensifier le climat déjà tendu en Irlande du Nord depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. En fait, depuis les années 1960, le conflit entre catholiques (nationalistes) et protestants (unionistes) pour la réunification des territoires d'Irlande du Nord avait pris un caractère violent avec des combats de rue sanglants et l'envoi de brigades anti-émeutes de l'armée britannique par le gouvernement de Londres.

Depuis 1970, l'organisation clandestine irlandaise IRA (Irish Republican Army) menait une intense guérilla contre l'armée britannique et la police d'Irlande du Nord, ne parvenant pas à identifier les membres de l'IRA, brutalisait sans scrupules la population catholique. Après le massacre du Bloody Sunday, de nombreux jeunes ont décidé de rejoindre l'IRA, favorisant ainsi un climat de représailles et de conflit. Après le massacre, une commission d'enquête fut mise en place, qui ne déboucha sur aucune condamnation et confirma essentiellement le point de vue du gouvernement : les militaires auraient répondu au feu des manifestants. L'enquête, présidée par Lord Widgery, était fondamentalement défectueuse : le rapport final n'avait pas recueilli toutes les preuves pertinentes, y compris les interrogatoires des personnes blessées ce jour-là, et avait mal interprété les rapports médico-légaux, sans avoir examiné tous les détails de cette journée tragique. Le verdict a conduit à une augmentation significative des activités militaires de l'armée clandestine de l'IRA avec un changement de l'opinion publique qui est passée de positions pacifistes à des positions activistes. Depuis des décennies, les associations de défense

des droits de l'homme et les familles des victimes réclament la réouverture du dossier afin de faire la lumière sur ce qui s'est réellement passé ce jour-là. En 2010, l'enquête a été rouverte, ce qui a permis de faire la lumière sur les événements du massacre et de traduire en justice une vingtaine de militaires britanniques accusés de meurtre, de tentative de meurtre et de lésions corporelles graves.

Ce n'est qu'en 2015, après 43 ans de dissimulation et de ralentissement de la part du pouvoir judiciaire, qu'une première étape de l'enquête fut franchie. Un ancien parachutiste britannique, aujourd'hui âgé de 66 ans, fut arrêté pour avoir tiré sur des manifestants. Il était stationné en Ulster à l'époque et avait 23 ans. Dans les papiers des enquêteurs, il a été identifié comme le "soldat J". En ce jour tragique, il aurait tiré et tué William Nash, Michael McDaid et John Young, qui n'avaient que 15, 20 et 17 ans. L'enquête a encore été accélérée lorsque, après un énième appel des familles, qui ont rejeté le chèque de 50 000 £ offert par le ministère britannique de la Défense, la police d'Irlande du Nord a déclaré vouloir interroger une centaine de soldats à l'époque en tant que témoins. Les enquêteurs ont ensuite concentré leur attention sur sept anciens soldats de Sa Majesté qui ont été interrogés. Aujourd'hui, les membres des familles des victimes continuent de déposer des recours et des appels contre cette nouvelle phase de l'enquête.

L'enquête a encore été accélérée lorsque, après un énième appel des familles, qui ont rejeté le chèque de 50 000 £ offert par le ministère britannique de la Défense, la police d'Irlande du Nord a déclaré vouloir interroger une centaine de soldats à l'époque en tant que témoins. Les enquêteurs ont ensuite concentré leur attention sur sept anciens soldats de Sa Majesté qui ont été interrogés. Les membres des familles des victimes continuent aujourd'hui à déposer des recours et des appels contre cette nouvelle phase de l'enquête.

L'année dernière, un ancien parachutiste a été formellement accusé du meurtre de deux manifestants. Le bureau du procureur général a expliqué qu'il avait examiné l'affaire et conclu que "les preuves disponibles sont insuffisantes pour envisager raisonnablement une condamnation des militaires". Eh bien, nous apprenons aujourd'hui que le bureau du procureur général d'Irlande du Nord a annoncé qu'il n'y aura plus de soldats britanniques poursuivis pour le "Bloody Sunday" de 1972.

L'oppression du peuple irlandais par le colonialisme anglais dure depuis plus de cinq siècles et se poursuit encore aujourd'hui en Irlande du Nord.

Disney licencie 28 000 travailleurs

En raison de la pandémie, la Walt Disney Company va réduire ses effectifs de 28 000 employés en Californie et en Floride dans sa division des parcs d'attractions, des événements et du marketing. Environ deux tiers des employés qui sont sur le point d'être licenciés sont des travailleurs à temps partiel. *"Au cours des derniers mois, notre équipe de direction a travaillé sans relâche pour éviter de devoir séparer des membres de l'entreprise. Nous avons réduit nos dépenses, suspendu des projets d'investissement, licencié des membres de la distribution tout en continuant à verser des dividendes, et modifié nos opérations pour fonctionner aussi efficacement que possible, mais nous ne pouvons tout simplement pas garder tout le personnel responsable alors que nous opérons à un niveau aussi limité"*, a écrit le président de la société D'Amaro. *"Aussi déchirante que soit la prise de cette décision, c'est la seule option viable dont nous disposons compte tenu de l'impact à long terme de Covid-19 sur nos activités"*, a-t-il ajouté.

Il ne peut que surprendre le cynisme de la classe capitaliste qui est capable d'exprimer des "regrets" pour les effets désastreux du capitalisme sur la classe ouvrière tout en continuant à verser religieusement des profits aux actionnaires.